



**BAMBINI S.p.A.**

## **CHARTE ÉTHIQUE**

**Approuvée par l'administrateur unique le 01/03/2021**

**(cachet et signature de l'administrateur)**

**Signé en original par Gianluigi Bambini**

### **Statut des révisions**

Rév.	Date	Motif
00	01/03/2021	Première version

# TABLE DES MATIÈRES

<b>LA CHARTE ÉTHIQUE .....</b>	<b>2</b>
1.1 INTRODUCTION.....	2
1.2 VALEUR ET MODALITÉS D'APPROBATION, RÉEXAMEN ET RÉVISION DE LA CHARTE ÉTHIQUE .....	2
1.3 MISSION DE BAMBINI .....	3
1.4 DESTINATAIRES.....	3
1.5 CHAMP D'APPLICATION ET VALEUR CONTRACTUELLE.....	3
1.6 VIOLATIONS DE LA CHARTE ÉTHIQUE .....	3
1.7 COMMUNICATION ET DIFFUSION DE LA CHARTE ÉTHIQUE .....	4
1.8 OBLIGATIONS D'INFORMATION .....	5
<b>PRINCIPES ÉTHIQUES .....</b>	<b>5</b>
2.1 RESPONSABILITÉ, LOYAUTÉ ET HONNÊTÉTÉ .....	5
2.2 LÉGALITÉ .....	5
2.3 IMPARTIALITÉ.....	6
2.4 TRANSPARENCE ET EXHAUSTIVITÉ DE L'INFORMATION.....	6
2.5 PROTECTION DU PATRIMOINE DE L'ENTREPRISE ET DES INFORMATIONS .....	6
2.6 CONFIDENTIALITÉ.....	6
2.7 CONFLITS D'INTÉRÊTS.....	7
2.8 CADEAUX, OFFRES ET AUTRES FORMES D'AVANTAGES .....	8
2.9 PRINCIPES D'ORGANISATION.....	9
2.10 APPROVISIONNEMENT .....	9
2.11 MARCHÉS PUBLICS .....	9
2.12 SÉLECTION DU PERSONNEL.....	10
2.13 RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET DU TRAVAIL .....	11
2.14 SANTÉ ET SÉCURITÉ.....	11
2.15 SÉCURITÉ.....	13
2.16 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....	14
2.17 SYSTÈMES INFORMATIQUES.....	15
2.18 FOI PUBLIQUE.....	15
2.19 LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA CRIMINALITÉ .....	16
2.20 BLANCHIMENT ET AUTOBLANCHIMENT .....	16
<b>RAPPORTS AVEC LES SALARIÉS, LES COLLABORATEURS ET LES TIERS.....</b>	<b>17</b>
3.1 RAPPORTS AVEC L'ADMINISTRATION PUBLIQUE .....	17
3.2 RAPPORTS AVEC LES FOURNISSEURS ET LES PARTENAIRES.....	18
3.3 RAPPORTS AVEC LES SALARIÉS.....	19
3.4 RAPPORTS AVEC LE MARCHÉ, LES MÉDIAS ET LA CONCURRENCE .....	20
3.5 RAPPORTS AVEC LES TIERS EN RELATION AVEC LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE .....	21
3.6 RAPPORTS AVEC DES ORGANISATIONS POLITIQUES ET SYNDICALES .....	23

# LA CHARTE ÉTHIQUE

## 1.1 Introduction

BAMBINI S.P.A. - (ci-après la « Société » ou « BAMBINI ») exerce ses activités d'armateur et de transport de marchandises et de personnes par mer, avec une spécialisation dans la fourniture de services de soutien offshore et de remorquage, en Italie et à l'étranger, dans le respect des lois et des réglementations en vigueur dans les Pays où elle exerce ses activités.

BAMBINI est consciente qu'il est nécessaire de se conformer à des comportements éthiquement corrects et demande à quiconque travaillant en interne ou pour le compte de la Société, sans distinction ni exception d'aucune sorte, tant en Italie qu'à l'étranger, de s'engager à observer et à faire observer ces comportements éthiquement corrects dans le cadre de ses fonctions et responsabilités.

## 1.2 Valeur et modalités d'approbation, réexamen et révision de la Charte éthique

Pour définir avec clarté l'ensemble des valeurs que BAMBINI reconnaît, accepte et partage ainsi que l'ensemble des responsabilités que BAMBINI assume et demande d'assumer à l'intérieur et à l'extérieur, la présente Charte éthique (ci-après la « Charte ») a été élaborée, et son observation de la part des destinataires visés au paragraphe 1.4 suivant est contraignante et d'une importance fondamentale pour le bon fonctionnement, la fiabilité et la réputation professionnelle de la Société.

La Charte constitue également une condition préalable et une référence et fait partie intégrante, après évaluation des risques de délit éventuellement liés aux activités exercées, tant du modèle d'organisation, de gestion et de contrôle, que du système de sanctions pour la violation des normes qui y sont établies et adoptées par BAMBINI conformément aux art. 6 et 7 du décret législatif italien 231 de 2001 ; la surveillance de l'adoption de la présente Charte et de son application revient à l'organisme constitué à cette fin, dénommé Organisme de vigilance, qui opère également sur la base des signalements d'éventuels non-respects ou de son inapplication de la part des destinataires pertinents chez BAMBINI.

La présente version de la Charte éthique est approuvée par l'administrateur unique de BAMBINI, tout comme le seront les révisions ultérieures, faites également sur la base des propositions de l'Organisme de vigilance.

À compter de la date d'approbation par l'administrateur unique, la Charte éthique révisée devient immédiatement applicable.

### 1.3 Mission de BAMBINI

Fondée en 1962 à Ravenne, BAMBINI S.p.A. opère dans le secteur des transports maritimes et elle est spécialisée dans la fourniture de services de soutien offshore et de remorquage.

Grâce à la typologie particulière des bateaux et à une organisation à terre efficace, la société se fixe l'objectif de satisfaire, partout et en tout temps, toutes les exigences liées aux besoins des plateformes offshore, en fournissant un service de qualité diversifié allant du transport de personnel, à la fourniture d'eau potable et de combustibles, au transport de marchandises dangereuses, y compris les substances radioactives et les déchets, aux services de soutien aux opérations sous-marines, ROV, géophysique, anti-pollution et manipulation d'ancres. La société s'engage alors à répondre à toutes les exigences logistiques des Clients, sur la base des exigences de travail spécifiques liées à leurs activités.

La société poursuit sa *mission* avec un engagement approprié de ressources, dont la croissance est valorisée dans le cadre de comportements éthiquement corrects et dans le respect des règles de l'organisation ; les règles en question sont déclinées dans la Charte éthique.

### 1.4 Destinataires

La présente Charte est adressée aux organes de la sociétés et à leurs membres, aux salariés, aux prestataires de travail, même temporaires, aux conseillés à quelque titre que ce soit, aux procureurs et à tout autre tiers qui pourrait agir ou qui agit concrètement, directement ou indirectement, de façon définitive ou temporaire, au nom et/ou pour le compte de BAMBINI.

### 1.5 Champ d'application et valeur contractuelle

La Charte s'applique aux destinataires visés au paragraphe précédent et elle est distribuée à ces mêmes destinataires ; elle constitue pour eux une référence incontournable et contraignante pour toutes les activités et opérations exercées en Italie et à l'étranger.

La Charte intègre le respect des normes civiles et pénales auxquelles sont tenus tous les individus, y compris les travailleurs salariés, les obligations découlant de la convention collective nationale.

Les normes de la Charte constituent plus particulièrement une partie essentielle des obligations contractuelles des salariés, des dirigeants, des administrateurs et des actionnaires de BAMBINI en vertu et pour les effets des art. 2104, 2105 et 2016 du code civil italien.

### 1.6 Violations de la Charte éthique

BAMBINI évalue, sur le plan disciplinaire, aux sens de la législation, les comportements des destinataires contraires aux principes prévus dans la Charte en appliquant, dans l'exercice de son pouvoir d'entrepreneur, les sanctions justifiées par le degré de gravité des faits.

Plus particulièrement, la violation grave et persistante des normes de la présente Charte porte atteinte au rapport de confiance instauré avec la Société et peut conduire à des actions disciplinaires et de remboursement pour le dommage, sans préjudice, pour les salariés, du respect des procédures prévues par l'art. 7 de la loi n° 300/1970 (Statut des travailleurs) et des conventions collectives.

Le non-respect de la Charte revêt également de l'importance par rapport à l'attribution des fonctions et à la place du salarié, ainsi qu'aux fins de l'évaluation et du versement de bonus économiques et de promotions éventuelles.

Tout comportement adopté par les collaborateurs qui entretiennent des rapports avec BAMBINI contraire aux règles prévues dans la Charte pourra entraîner (comme prévu par les clauses contractuelles spécifiques intégrées aux lettres de mission, aux accords et aux contrats) la résiliation immédiate du rapport contractuel, en plus d'une éventuelle demande de remboursement de la part de BAMBINI dès lors que des dommages concrets pour la Société découlent de tels comportements.

Dans tous les cas, BAMBINI, inspirant son activité aux principes contenus dans la Charte, se déclare libre de ne pas instaurer ou de ne pas poursuivre un rapport avec quiconque démontre ne pas en partager le contenu et l'esprit et en viole les principes et les règles de conduite.

### **1.7 Communication et diffusion de la Charte éthique**

La Charte est portée à la connaissance de tous les salariés en un endroit accessible, avec les modalités les plus appropriées conformément aux normes et aux usages locaux et elle est consultable sur les sites Internet du groupe ([www.bambinispa.it](http://www.bambinispa.it)) depuis lesquels elle est librement téléchargeable.

Elle peut également être demandée au bureau du personnel, au service juridique ou à l'organisme de vigilance.

BAMBINI procède plus particulièrement, par le biais également de la désignation de fonctions internes spécifiques :

- à la diffusion de la Charte à ses destinataires ;
- à l'interprétation et à l'éclaircissement des dispositions ;
- à la vérification de son respect effectif ;

- à la mise à jour des dispositions par rapport aux exigences qui se présentent régulièrement.

### 1.8 Obligations d'information

Tous les destinataires de la Charte sont tenus de signifier dans les plus brefs délais et en toute confidentialité à l'Organisme de vigilance (qui s'engage à garantir le secret de l'identité des personnes faisant des signalements, hors obligation légale) toute information dont ils auraient connaissance au cours de leurs activités professionnelles, concernant la violation de normes juridiques, de la Charte ou de toute autre disposition de l'entreprise de la part d'un ou plusieurs destinataires qui peuvent, à un titre quelconque, impliquer ou porter préjudice à BAMBINI.

Les signalements, tout comme toute autre violation de la Charte relevée à la suite d'une autre activité de vérification, sont évaluées dans les plus brefs délais par l'Organisme de vigilance pour l'adoption d'éventuelles mesures de sanction vis-à-vis des responsables desdites violations ; mesures qui seront proposées par l'Organisme de vigilance et évaluées par l'administrateur unique.

## PRINCIPES ÉTHIQUES

Le respect de la Charte et de ses principes est d'une importance capitale pour le bon fonctionnement, la fiabilité de la gestion et l'image de BAMBINI ; les opérations, les comportements et les rapports tant internes qu'extérieurs à BAMBINI sont liés à ces principes.

### 2.1 Responsabilité, loyauté et honnêteté

Les destinataires sont tenus de respecter la présente Charte et agissent loyalement, selon la bonne foi, avec diligence, efficacité et loyauté, en adoptant une conduite tournée vers la coopération et la collaboration réciproque, dans le respect des procédures internes et de celles destinées à l'extérieur, en utilisant au mieux les outils et le temps à leur disposition, ainsi qu'en assumant les responsabilités connexes à ces obligations. À cette fin, BAMBINI exige de ses administrateurs, collaborateurs et salariés en général, et de quiconque exerçant à quelque titre que ce soit des fonctions de représentation, même de fait, le respect de toutes les normes en vigueur, des conventions collectives, des statuts et des règlements intérieurs, ainsi que du Modèle d'organisation de gestion et de contrôle (MOGC) et de la présente Charte.

### 2.2 Légalité

BAMBINI a pour principe incontournable le respect des lois et des règlements en vigueur dans tous les pays où elle opère, mais également des mesures clés de référence pour ses actes, tels que les statuts, le Modèle d'organisation de gestion et de contrôle, la présente Charte éthique et les conventions collectives. À cet égard, elle exige de tous les destinataires de la présente Charte un comportement à même de respecter ce principe.

### **2.3 Impartialité**

Dans ses relations interpersonnelles, BAMBINI évite toute forme de discrimination des personnes sur la base de l'âge, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la langue, de l'état de santé, du rang, de l'origine nationale, de l'appartenance syndicale, de l'affiliation politique et de la religion.

### **2.4 Transparence et exhaustivité de l'information**

Tous les destinataires sont tenus de donner des informations complètes, transparentes, compréhensibles et précises par rapport à BAMBINI et aux activités dont ils sont chargés. Plus particulièrement, chacun d'eux est responsable de la véracité, de l'authenticité et de l'originalité de la documentation et des informations rendues au cours de l'exercice de l'activité relevant de sa compétence.

BAMBINI reconnaît la valeur fondamentale d'une information correcte et favorise donc un flux d'informations continu, ponctuel et complet entre les organes sociaux, les divers secteurs de l'entreprise, la direction, les différents membres de la direction, l'Organisme de vigilance et, si nécessaire, envers les autorités publiques.

### **2.5 Protection du patrimoine de l'entreprise et des informations**

Les destinataires n'utilisent pas à des fins personnelles des informations, des biens et des équipements dont ils disposent pour l'exercice de leur fonction ou pour la mission qui leur a été confiée. Chaque destinataire est responsable de la protection et de la conservation des biens de l'entreprise, matériels et immatériels, confiés pour l'exercice de leurs tâches, ainsi que de leur utilisation de façon propre et conforme aux fins de l'entreprise.

### **2.6 Confidentialité**

Les activités de BAMBINI peuvent nécessiter l'obtention, la conservation, le traitement, la communication et la diffusion d'informations, de documents et d'autres données.

Les banques de données de BAMBINI peuvent contenir, entre autres, des données protégées par la législation pour préserver la *vie privée*, des données qui peuvent être divulguées à l'extérieur pour des accords de négociation et des données dont la divulgation inopportune ou prématurée pourrait porter préjudice aux intérêts de l'entreprise.

Les informations, connaissances et données obtenues ou élaborées par les destinataires au cours de l'exercice de leur activité pour le compte de BAMBINI appartiennent à BAMBINI et ne peuvent être utilisées, communiquées ou divulguées sans autorisation expresse.

Plus particulièrement, tous ceux qui agissent à un titre quelconque pour le compte de BAMBINI sont tenus de faire preuve de la plus grande confidentialité et de ne pas divulguer ou demander indûment des informations sur des documents, le savoir-faire, les projets, les opérations de l'entreprise et, d'une manière générale, sur toutes les informations apprises grâce à leur fonction professionnelle. La violation des devoirs de confidentialité de la part des salariés ou collaborateurs affecte sérieusement le rapport de confiance avec l'entreprise et peut entraîner l'application de sanctions disciplinaires ou contractuelles.

BAMBINI s'engage à protéger les informations relatives à ses salariés et à ses tiers, générées ou obtenues en interne et dans les relations professionnelles, et à éviter toute utilisation impropre de ces informations en assurant les modalités de traitement et de conservation des données personnelles et sensibles qui respectent la législation en vigueur et donnent des garanties d'efficacité. BAMBINI se conforme notamment aux prescriptions en matière de confidentialité des données personnelles visées par le Règlement UE 2016/679 (« RGPD ») et ses modifications et ajouts ultérieurs et les règlements d'application.

## 2.7 Conflits d'intérêts

Toute activité exercée pour le compte de BAMBINI par un destinataire de la présente Charte vise exclusivement à satisfaire les intérêts de BAMBINI. Par conséquent, les éventuelles situations de conflit entre l'intérêt personnel du destinataire et celui de BAMBINI doivent être évitées ou, au minimum, communiquées de manière préventive ; dans la mesure où, souvent, les conflits d'intérêts sont synonymes de violations des lois existantes.

Par « situation de conflit d'intérêts » s'entend soit le cas où un collaborateur poursuit un intérêt différent de la mission d'entreprise et de l'équilibre des intérêts des porteurs d'intérêts ou qu'il tire « personnellement » avantage d'opportunités commerciales de l'entreprise, soit le cas où les représentants des clients ou des fournisseurs, ou des institutions publiques, agissent en contradiction avec les devoirs fiduciaires liés à leur position, dans leurs rapports avec BAMBINI.



Toutes les relations qui peuvent créer des conflits d'intérêts car impliquant des liens de parenté, doivent plus particulièrement être évitées. En cas de doute, les destinataires du présent document doivent consulter leur supérieur hiérarchique et/ou leur référent d'entreprise et/ou l'administrateur unique de BAMBINI et/ou l'Organisme de vigilance de BAMBINI pour pouvoir déterminer s'ils se trouvent dans une situation qui pourrait potentiellement entraîner un conflit d'intérêts.

Dans tous les cas, BAMBINI demande à ses destinataires de faire part dans les plus brefs délais à l'Organisme de vigilance d'éventuels conflits d'intérêts entre les intérêts des actionnaires, des salariés, des administrateurs, des collaborateurs et ceux de la société.

Si la situation de conflit potentiel concerne les administrateurs, les dispositions de l'art. 2391 du code civil italien doivent obligatoirement être respectées. Le salarié doit en outre s'abstenir de participer à la prise de décisions ou à exercer des activités qui pourraient impliquer ses propres intérêts ou ceux de ses parents jusqu'au troisième degré, de proches jusqu'au deuxième degré ou de personnes du même foyer.

## **2.8 Cadeaux, offres et autres formes d'avantages**

Les destinataires de la présente Charte sont tenus, par leur comportement, de consolider une image d'entreprise fidèle aux valeurs de transparence, de correction et de loyauté.

Sont interdits sans exception, les pratiques de corruption, de faveurs illégitimes, les comportements collusoires, les sollicitations, directes et/ou par l'intermédiaire de tiers, d'avantages personnels et de carrière pour soi ou pour les autres.

Plus particulièrement, dans les rapports professionnels avec des tiers de la part des destinataires, sont interdits les bénéfices (directs et indirects), les cadeaux, les actes de courtoisie et d'hospitalité, sauf de nature et de valeur telles qu'ils ne peuvent être interprétés comme ayant pour but d'obtenir un traitement de faveur et, dans tous les cas, qu'ils ne peuvent compromettre directement ou indirectement l'image de BAMBINI.

Les destinataires de la Charte ne doivent pas accepter, même à l'occasion de fêtes, de cadeaux ou d'autres offres liés à leurs activités professionnelles, s'ils ne sont pas de modeste taille et dans le respect des procédures de BAMBINI.

Les destinataires s'abstiennent de pratiques non consenties par la loi, par les utilisations commerciales ou les chartes éthiques des entreprises ou des établissements avec lesquels ils ont des rapports.

BAMBINI peut adhérer aux demandes de contributions dans la limite des propositions provenant d'établissements ou d'associations déclarés à but non lucratif et avec des statuts et des actes de constitution

réguliers, présentant une valeur ou un avantage culturel élevé, et destinées à des événements offrant une garantie de qualité et avec lesquels aucun conflit d'intérêts ne peut surgir.

## 2.9 Principes d'organisation

BAMBINI valorise les compétences des ressources humaines qui agissent pour son compte, en mettant à leur disposition des outils adaptés de formation, d'entraînement, de perfectionnement et de développement de sorte à garantir un niveau de professionnalisme pertinent.

BAMBINI instaure en interne, en faisant référence également aux systèmes de gestion, un système formel d'autorisations et d'approbations pour la prise de décisions de gestion opérationnelle, d'investissement et financière. Elle tient compte à ce sujet du principe de la séparation des fonctions en tant qu'élément clé pour l'efficacité des contrôles sur les opérations réalisées.

Toute opération et/ou transaction, entendue dans le sens le plus large du terme, doit être légitime, autorisée, cohérente, appropriée, documentée, enregistrée et en tout temps vérifiable, c'est-à-dire traçable.

Les paiements, licites et dûment autorisés, doivent être effectués sans délai, aux échéances correctes, directement aux destinataires prévus et autrement qu'en espèces.

BAMBINI s'engage à faire en sorte que dans l'organisation de son entreprise, les objectifs périodiques préfixés, tels que ceux à caractère financier, économique et à caractère d'organisation et de gestion, tant généraux qu'individuels, soient axés sur un résultat possible, spécifique, concret, mesurable et fassent l'objet d'un rapport avec le délai prévu pour les atteindre.

## 2.10 Approvisionnement

Les destinataires de la Charte qui effectuent un achat quelconque de biens et/ou de services, y compris de conseils extérieurs, pour le compte de BAMBINI, doivent agir dans le respect des principes de correction, d'économie, de qualité, de licéité et opérer avec la diligence du bon père de famille et, si applicable, selon les procédures BAMBINI.

## 2.11 Marchés publics

BAMBINI, dans toutes les phases de négociation, de signature et d'exécution de contrats, de conventions ou de concessions avec des établissements ou représentants d'établissements publics, quelle que soit la procédure d'attribution, considère comme fondamental que quiconque opère pour son compte garantisse le respect de la législation en vigueur (en particulier, mais pas exclusivement, le décret législatif italien

163/2006 et ses mises à jour ultérieures), le respect des principes éthiques relatifs aux rapports avec l'administration publique reportés dans la présente Charte et, lorsque applicable, le respect des procédures de BAMBINI concernant les rapports avec les clients publics et avec l'administration publique en général.

Les destinataires sont plus particulièrement tenus au respect des principes de bonne foi, de correction professionnelle et de loyauté ainsi qu'au respect des normes pour la protection de la concurrence et du marché.

BAMBINI condamne tout comportement trompeur, frauduleux, déloyal ou contraire à la libre concurrence ou autrement préjudiciable à la bonne foi, par lequel il pourrait s'avérer qu'une offre se trouve basée sur un accord illicite ou sur une pratique concertée avec d'autres entreprises.

BAMBINI assure et demande aux destinataires un signalement prompt et approprié aux autorités compétentes de toute tentative de perturbation, d'irrégularité ou de distorsion pendant les phases de déroulement des mesures d'attribution publique et/ou durant l'exécution du contrat en plus de toute demande ou revendication anormale de la part de l'administration publique.

## 2.12 Sélection du personnel

L'embauche du personnel sous toute forme permise par la législation en vigueur, même venant de pays tiers, est effectuée dans le plein respect de la législation applicable. À ce sujet, BAMBINI rejette toute forme de discrimination dans ses politiques d'embauche et dans la gestion des ressources humaines : elle refuse notamment les discriminations sur la base de l'âge, du sexe, de l'état de santé, de la race, de la nationalité, des opinions politiques et des croyances religieuses.

L'évaluation du personnel à embaucher est effectuée en fonction de la correspondance des profils des candidats et de leurs compétences spécifiques avec les attentes et les exigences de l'entreprise de même qu'elle résulte de la demande avancée de la fonction demandant du personnel et toujours dans le respect de l'égalité des chances pour toutes les personnes intéressées et en fonction des principes de méritocratie. Les informations demandées sont étroitement liées à la vérification des aspects prévus par le profil professionnel et psychocomportemental, dans le respect de la sphère privée et des opinions du candidat et des normes en vigueur en matière de confidentialité et de protection des données personnelles.

Lors des phases de sélection et d'embauche, la fonction d'entreprise compétente, dans la limite des informations disponibles, adopte des comportements visant à éviter le favoritisme, le népotisme ou des formes de clientélisme.

Au moment où débute la collaboration, le salarié/collaborateur/administrateur reçoit des informations complètes et précises relatives :

- aux caractéristiques des tâches et de la fonction à exercer ;
- aux éléments législatifs et de rémunération, comme régis par la convention collective en vigueur ;
- aux législations et procédures à adopter afin d'éviter les risques pour la santé liés à l'activité professionnelle ;
- à la présente Charte éthique

Ces informations sont présentées au personnel de telle sorte que l'acceptation du poste est basée sur une compréhension effective.

### **2.13 Respect des droits de l'homme et du travail**

BAMBINI condamne tout comportement portant atteinte à la personnalité individuelle, à l'intégrité physique, culturelle et morale des personnes avec lesquelles les individus ont des relations en s'engageant à lutter contre tout comportement de cette nature et à ne se livrer à aucune sorte de discrimination.

BAMBINI reconnaît notamment l'exigence de protéger la liberté individuelle sous toutes ses formes et rejette toute manifestation de violence, surtout si elle vise à limiter la liberté personnelle, ainsi que tout phénomène de prostitution et/ou de pédopornographie.

BAMBINI condamne le recours au travail des enfants, le recours au « travail forcé », le recours ou le soutien de pratiques disciplinaires telles que les punitions corporelles, la coercition physique et mentale ou la violence verbale et le recours au travail irrégulier, en référence également à l'emploi de citoyens tiers sans titre de séjour ou avec un titre de séjour périmé et pour lequel, selon les termes de la loi, le renouvellement n'a pas été demandé ou dont le titre de séjour a été révoqué ou annulé.

BAMBINI s'engage au respect de la législation en vigueur en matière d'horaires de travail, de rémunération et de droit des travailleurs d'adhérer à des syndicats, en cohérence avec et dans le respect de la loi et du contrat de travail.

### **2.14 Santé et sécurité**

Dans le cadre de son activité, BAMBINI poursuit l'objectif de garantir la sécurité et de préserver la santé de ses salariés, collaborateurs et administrateurs, au moyen d'initiatives pertinentes à cette fin.

BAMBINI s'engage à préserver, à diffuser et à consolider une culture de la sécurité et de la santé sur les lieux de travail, en développant la conscience des risques et en promouvant les comportements

responsables de la part de tous les salariés et de tous les collaborateurs. Chaque salarié ou collaborateur doit notamment être orienté vers le respect scrupuleux des normes et des obligations découlant de la législation de référence en matière de sécurité, ainsi que vers le respect de toutes les mesures demandées par les procédures applicables.

BAMBINI s'engage également, conformément aux Lignes directrices de la Confindustria (confédération générale de l'industrie italienne) et de la Confitarma (confédération italienne des armateurs), à exposer clairement et à faire connaître, par le biais de communications et d'ordres de service, les critères fondamentaux sur la base desquels sont prises et mises en œuvre les décisions, de tout type et à tout niveau, en matière de santé et de sécurité au travail (y compris vis-à-vis des activités de prévention des risques, d'information et de formation et de mise à disposition de moyens nécessaires), en cohérence, entre autres, avec les principes suivants :

- a) éviter les risques ;
- b) évaluer les risques qui ne peuvent être évités ;
- c) combattre les risques à la source ;
- d) adapter le travail à l'homme, notamment en ce qui concerne la conception des postes de travail et le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, notamment pour atténuer le travail monotone et le travail répétitif et pour réduire les effets de ces travaux sur la santé ;
- e) tenir compte du degré d'évolution de la technique ;
- f) remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou qui est capable de prévenir le danger ;
- g) programmer la prévention, en ciblant un complexe cohérent qui y intègre la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs de l'environnement de travail ;
- h) donner la priorité aux mesures de protection collective sur les mesures de protection individuelle ;
- i) donner des instructions appropriées aux travailleurs.

Le travailleur doit veiller à sa propre sécurité et à sa santé et à celle des autres personnes présentes sur le lieu de travail, sur qui peuvent retomber les effets de ses actions ou de ses omissions, conformément à sa formation, aux instructions et aux moyens fournis par l'employeur, en observant les dispositions et les instructions données par l'employeur, par les dirigeants et par les préposés, aux fins de sa protection comme de celle des autres.

BAMBINI demande aux entreprises contractantes et sous-contractantes, l'application des normes de sécurité dictées par la loi, dans la limite et aux sens des lois et règlements en vigueur au niveau local.

BAMBINI adopte des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité inspirés des normes nationales et internationales les plus élevées en la matière, tant pour les activités à terre qu'à bord, en plus, dans ce domaine, d'une politique sur la santé et la sécurité qui constitue, outre la présente charte, une référence fondamentale pour les activités de chacun des destinataires.

## 2.15 Sécurité

BAMBINI considère comme fondamentale la défense de la navigation et la sécurité dans le transport maritime en raison de l'importance qu'elles revêtent dans le cadre plus général de la mondialisation et de la libre circulation légale des marchandises et des personnes par mer, ainsi que de l'exigence prioritaire de sécurité des passagers et des équipages.

BAMBINI s'engage, dans le respect de la législation internationale et nationale en vigueur en la matière (par ex. le Code

International pour la sécurité des bateaux et des installations portuaires) à contribuer, dans la planification et la prestation des services fournis, à identifier les menaces de sécurité maritime émanant du terrorisme, du crime organisé, d'actes de piraterie, d'escroquerie, de contrebande et d'immigration clandestine et à adopter et

respecter les mesures nécessaires pour prévenir et lutter contre ces phénomènes.

Les principes fondamentaux les plus importants auquel se réfère l'activité de BAMBINI et que BAMBINI s'engage à respecter en matière de défense de la sécurité maritime sont :

- la plus grande coopération entre tous les acteurs impliqués et la plus grande coopération avec les autorités compétentes ;
- l'échange ouvert et transparent d'informations et de données en faveur de l'identification de pratiques illégales et de leur gestion ;
- la sélection et l'embauche adaptées du personnel ;
- la définition claire et complète des rôles et des responsabilités et la bonne évaluation des risques relatifs à la sécurité maritime de ses bateaux ;
- l'adoption consécutive de plans de sécurité dans ses bateaux, adaptés et mis en œuvre efficacement ;
- l'adoption et l'application de protocoles de communication adaptés et en temps voulu ;

- la prévention des accès non autorisés aux bateaux ;
- le contrôle des phases d'embarquement et de chargement à des fins de prévention et de dissuasion ;
- la prévention de l'introduction de biens et/ou d'équipements ou de matériel non autorisés ;
- la surveillance des zones à accès restreint ;
- le renforcement des niveaux d'alerte ;
- l'assurance du fonctionnement optimal des systèmes de sécurité à bord, également pour une intervention en cas d'urgence ;
- la formation, l'entraînement du personnel responsable et de simulation et exercice aux événements potentiels.

BAMBINI adopte également une politique de sécurité spécifique, révisée régulièrement et diffusée dans ses bateaux à laquelle se référer dans tous les cas.

Tous ceux qui opèrent à quelque titre que ce soit pour BAMBINI sont tenus de respecter, en ce qui les concerne, les principes énoncés ci-dessus et toutes les règles et procédures en vigueur dictées par la loi et/ou spécifiques à BAMBINI en la matière (par ex. politique de sécurité, plans de sécurité des bateaux, etc.).

BAMBINI adopte des systèmes de gestion de la sécurité maritime inspirés des normes nationales et internationales les plus élevées en la matière.

## **2.16 Protection de l'environnement**

Dans le cadre de ses activités, BAMBINI s'inspire du principe de protection et de préservation de l'environnement par le biais d'initiatives adaptées à cette fin.

BAMBINI considère l'environnement comme une valeur de première importance et gère les activités de son entreprise dans le plein respect de la législation en vigueur en matière d'environnement.

À cette fin, chaque destinataire doit agir conformément aux principes suivants :

- mise en œuvre de toutes les actions nécessaires dans le but de garantir le respect et la conformité aux dispositions des législations en vigueur ;
- prévention de la pollution ;
- mise à jour constante des informations au personnel sur l'évolution de la législation et des normes dans le domaine de l'environnement ;

- intégration progressive de l'attention aux aspects environnementaux dans les activités exercées et sensibilisation du personnel aux problématiques environnementales afin d'atteindre des standards élevés de professionnalisme ;
- suivi des progrès technologiques et évaluation de leur mise en œuvre dès lors qu'ils sont en mesure de garantir une meilleure protection de l'environnement.

BAMBINI adopte des systèmes de gestion de l'environnement inspirés des normes nationales et internationales les plus élevées en la matière, tant pour les activités à terre qu'à bord, en plus, dans ce domaine, d'une politique environnementale qui constitue, outre la présente charte, une référence fondamentale pour les activités de chacun des destinataires.

## 2.17 Systèmes informatiques

Les destinataires, chacun en fonction de son rôle et des responsabilités qui lui sont régulièrement applicables, sont responsables de la sécurité et de l'attention portée aux systèmes utilisés et sont soumis aux dispositions législatives en vigueur et aux règlements d'entreprise adoptés par BAMBINI en plus des conditions des contrats de licence. Sauf autrement prévu par les lois civiles et pénales, l'utilisation des connexions en ligne pour des fins autres que celles inhérentes au rapport de travail, entre dans le cadre de l'utilisation impropre des biens et des ressources de l'entreprise. Chacun des destinataires est également tenu de faire les efforts nécessaires afin de prévenir de possibles délits commis à l'aide du matériel informatique. BAMBINI condamne, à cet égard, toute activité exécutée par les destinataires visant à falsifier des documents informatiques, à se livrer à des accès abusifs aux systèmes informatiques ou télématiques, publics ou privés, dans le but de nuire ou d'obtenir des informations, des données et des programmes informatiques et d'obtenir des appareils ou des programmes informatiques en dehors de canaux de vente.

## 2.18 Foi publique

BAMBINI condamne toute activité qui implique la falsification, la contrefaçon, l'altération et/ou l'utilisation d'argent, de cartes de crédit public, de valeurs fiduciaires officielles et d'instruments ou de signes de reconnaissance falsifiés. À cette fin, tous les destinataires ont l'obligation de respecter et d'appliquer la législation en vigueur et de veiller à prévenir également la détention et l'utilisation ou la dépense de bonne foi d'argent, de cartes de crédit public, de valeurs fiduciaires officielles et d'instruments ou de signes de



reconnaissance falsifiés, et sont invités à signaler à l'autorité compétente toute situation pouvant être assimilée à des infractions de cette nature.

## 2.19 Lutte contre le terrorisme et la criminalité

BAMBINI croit aux valeurs démocratiques et condamne toute activité pouvant avoir une finalité de terrorisme ou de subversion de la démocratie en demandant aux destinataires de la Charte de respecter et d'appliquer les lois anti-terrorisme, italiennes et communautaires, et en les invitant à signaler à l'autorité compétente toute situation pouvant constituer une infraction de cette nature.

BAMBINI condamne les formes de crime organisé, également en termes de phénomènes qui entravent le marché libre et la concurrence et condamne toute activité qui implique le blanchiment (c'est-à-dire l'acceptation ou le traitement) de revenus d'activités criminelles sous toute forme ou avec tout moyen. À cette fin, tous les destinataires ont l'obligation de n'entreprendre aucun contact ni collaboration, même involontaire, avec des acteurs entrant dans le cercle du crime organisé, en signalant à l'autorité compétente toute situation qui, même potentiellement, pourrait se révéler liée au crime organisé et avec des délits de blanchiment et/ou de recel.

## 2.20 Blanchiment et autoblanchiment

BAMBINI et ses salariés ne doivent jamais se livrer à ou être impliqués dans des activités de nature à impliquer le blanchiment (c'est-à-dire l'acceptation ou le traitement) de produits d'activités criminelles sous toute forme ou par quelque moyen que ce soit.

BAMBINI et ses salariés doivent vérifier de manière préventive les informations disponibles (y compris les informations financières) sur les partenaires commerciaux et les fournisseurs, afin de déterminer leur respectabilité et la légitimité de leurs activités avant d'instaurer avec eux ces relations commerciales.

BAMBINI doit toujours se conformer à l'application des lois antiblanchiment dans toute juridiction compétente.

## RAPPORTS AVEC LES SALARIÉS, LES COLLABORATEURS ET LES TIERS

### 3.1 Rapports avec l'administration publique

Les destinataires de la Charte qui agissent au nom et/ou pour le compte de BAMBINI dans les rapports avec l'administration publique, italienne ou étrangère, inspirent et adaptent leur conduite dans le but de ne pas amener l'administration publique à la violation des principes d'impartialité et de bon fonctionnement auxquels elle est tenue.

Les contacts avec l'administration publique, italienne ou étrangère, sont limités à toute personne spécifiquement et formellement chargée par BAMBINI de traiter ou d'avoir des contacts avec ces administrations, les fonctionnaires publics, les organismes, les organisations et/ou les institutions. BAMBINI, dans le respect du principe de séparation des rôles, dès que possible, s'assure de l'absence de gestion totalement autonome de ces contacts et de la traçabilité des flux d'informations associés.

BAMBINI condamne tout comportement, adopté par quiconque pour son compte, qui consiste à promettre ou offrir directement ou indirectement de l'argent ou d'autres avantages aux officiers publics et/ou fonctionnaires du service public italiens ou étrangers, qui pourrait entraîner un intérêt, un profit ou un avantage indu ou illicite pour BAMBINI. Seuls sont admis les offres ou les cadeaux de faible montant et de valeur symbolique, si prévus par la législation en vigueur et, dans tous les cas, sur la base des directives appropriées émanant du sommet de la société. Les offres ou les cadeaux doivent dans tous les cas être de nature à ne pas pouvoir être interprétés comme visant à obtenir des avantages personnels ou pour BAMBINI indus.

Les destinataires de la présente Charte qui reçoivent des propositions de bénéfices de la part de fonctionnaires publics doivent immédiatement en référer à l'administrateur unique et/ou à l'Organisme de vigilance (pour les salariés), ou à leur propre référent d'entreprise (pour les tiers).

Les personnes chargées par BAMBINI de suivre toute négociation commerciale, demande ou rapport avec l'administration publique italienne et/ou étrangère, ne peuvent en aucun cas adopter des comportements destinés à influencer de façon illégitime les décisions des officiers publics ou des responsables du service public qui prennent des décisions pour le compte de l'administration publique italienne ou étrangère, dans le but de conférer à BAMBINI un profit ou un avantage indu ou illicite.

Il est interdit de destiner à des finalités autres que celles pour lesquelles ils ont été consentis des contributions, des subventions ou des financements obtenus de l'État ou d'autres organismes publics ou de l'Union européenne ou d'un autre État étranger, même de faible valeur et/ou montant.

BAMBINI condamne les comportements visant à obtenir de la part de l'État, des Communautés européennes, d'autres États ou d'un autre organisme public italien ou étranger, tout type de contribution, financement, prêt facilité ou autre avantage de ce type, au moyen de déclarations et/ou de documents dans ce but altérés ou falsifiés, ou par le biais d'informations omises ou, plus généralement, par le biais d'artifices ou de manipulations, y compris ceux réalisés au moyen d'un système informatique ou télématique, destinés à induire en erreur l'organisme pourvoyeur.

BAMBINI ne pourra se faire représenter, dans ses rapports avec l'administration publique, italienne ou étrangère, par des tiers lorsque, sur la base des informations disponibles, un conflit d'intérêts pourrait survenir.

Dès lors que les destinataires de la présente Charte exercent, au nom et/ou pour le compte de BAMBINI, une fonction publique (par exemple en qualité d'officier public et/ou de chargé de service public), ces personnes ont l'obligation de s'inspirer et d'adapter leur conduite aux principes d'impartialité et de bon fonctionnement auxquels est tenue l'administration publique et celles-ci ont donc l'interdiction d'accepter des comportements visant à influencer de manière illégitime les décisions relevant de leur compétence. BAMBINI ne pourra confier l'exercice d'une fonction publique à des tiers lorsque, sur la base des informations disponibles, un conflit d'intérêts pourrait en découler.

### **3.2 Rapports avec les fournisseurs et les partenaires**

Le choix des fournisseurs de biens et services (y compris les consultants) et des partenaires s'inspire des principes d'objectivité, de compétence, de réputation, d'économie, de loyauté, de transparence et de correction, dans le respect des procédures de la Société.

Plus particulièrement, l'activité d'approvisionnement de la part de BAMBINI et la sélection des fournisseurs de biens et services se déroule sous forme écrite par le biais d'une qualification et d'une évaluation des fournisseurs et conformément aux principes de la Charte en garantissant que les produits et/ou services achetés respectent les conditions demandées et précisées, dont celles en matière de qualité, d'environnement et de sécurité.

Il est demandé aux fournisseurs et partenaires de ne pas faire preuve de comportements contraires aux principes de la présente Charte et au respect des lois, des usages et des pratiques locales, même dans le

domaine de l'environnement et de la santé et la sécurité au travail et des droits de l'homme et des travailleurs.

Les contrats/formulaires de commande/confirmations de commande avec les fournisseurs et partenaires prévoient donc l'inscription de clauses et/ou la souscription de déclarations destinées à formaliser l'engagement au respect des principes du modèle d'organisation et de la Charte éthique et à faire connaître les mesures disciplinaires, de nature contractuelle, prévues en cas de violation de cet engagement. En l'absence d'un engagement express à respecter les principes de la Charte, BAMBINI ne conclura et/ou ne poursuivra pas le rapport contractuel avec les interlocuteurs tiers.

La contrepartie à régler aux fournisseurs est toujours exclusivement proportionnelle à la prestation fournie et les paiements ne devront être effectués à aucun autre bénéficiaire que le partenaire contractuel (sauf cas exceptionnels, déterminés, motivés et autorisés formellement par la direction de l'entreprise), ni dans des pays autres que celui des parties ou de l'exécution du contrat.

Les salariés et/ou collaborateurs ont l'interdiction d'entretenir des relations, de façon directe ou indirecte, avec des personnes liées à des organisations criminelles ou dans tous les cas opérant hors des frontières de la légalité. Une vigilance particulière est nécessaire lors de la signature des contrats avec des fournisseurs ou des partenaires de zones géographiques qui, d'après les informations obtenues, sont considérées comme étant « à risque ».

Ne sont pas admis, dans les rapports avec les fournisseurs ou les partenaires, les promesses ou les offres directes ou indirectes d'argent ou d'autres avantages qui pourraient avoir pour conséquence un intérêt ou un avantage indu ou illicite pour BAMBINI, exception faite des offres ou des cadeaux de faible importance, dans le respect des directives et des procédures internes, et dans tous le cas de nature à ne pas être interprétés comme destinés à obtenir des avantages personnels ou pour BAMBINI illicites.

### 3.3 Rapports avec les salariés

Les ressources humaines sont des éléments indispensables à l'existence, au développement et à la réussite de toute entreprise. BAMBINI protège et promeut la valeur des ressources humaines dans l'intention de consolider et de renforcer les compétences détenues par chaque salarié afin qu'il puisse exprimer au plus haut niveau son potentiel et son professionnalisme et, par conséquent, contribuer à atteindre les objectifs de la société, dans le respect des engagements de responsabilité sociale définis.

BAMBINI assure l'intégrité physique et morale de ses salariés, des conditions de travail respectueuses de la dignité individuelle et des environnements de travail sûrs et salubres dans le plein respect de la législation en vigueur.

BAMBINI s'engage à empêcher et éventuellement à réprimer toute forme de mobbing et d'exploitation du travail, qu'elle soit directe ou indirecte, et à reconnaître à cet égard les critères déterminants pour les éventuelles évolutions de rémunération et de carrière de chaque travailleur.

BAMBINI s'engage, dans la gestion des rapports qui impliquent l'instauration de relations hiérarchiques (notamment avec les collaborateurs), à faire en sorte que l'autorité soit exercée de façon équitable et loyale en évitant tout abus.

BAMBINI garantit la liberté d'association des travailleurs.

BAMBINI exige de tous ses salariés une observation rigoureuse des dispositions du Modèle d'organisation et de la Charte. Toute violation des dispositions du Modèle et/ou de la Charte sera donc traitée avec fermeté, avec l'adoption conséquente de mesures de sanctions adaptées, dans le respect des conventions collectives en vigueur appliquées par la société.

Sur les lieux de travail et au cours des prestations professionnelles, il est formellement interdit de détenir, de consommer, d'offrir ou de céder, à tout titre, des substances stupéfiantes ou d'un effet analogue et des boissons alcoolisées. Il est également interdit de fumer sur le lieu de travail.

### **3.4 Rapports avec le marché, les médias et la concurrence**

BAMBINI considère comme fondamentale la valeur de la concurrence loyale et libre et éclaire ses actions en s'abstenant de comportements qui ne respectent pas ces principes et qui, si adoptés, mineraient les relations avec ses parties concernées.

BAMBINI favorise, soutient et promeut les comportements corrects dans les affaires de la part de tous les destinataires de la Charte de façon à respecter les lois sur la concurrence, les titres de propriété industrielle des autres et les droits d'auteurs.

BAMBINI censure les comportements de quiconque tente de commettre toute forme de tricherie dans le commerce et de s'approprier des bénéfices de la collaboration des autres en exploitant des positions de force ou des armes déloyales.

BAMBINI condamne tout comportement des destinataires consistant à solliciter ou à recevoir, offrir ou promettre, pour soi-même ou pour les autres, de l'argent ou d'autres avantages non dus, ou d'en accepter la promesse pour réaliser ou pour permettre de réaliser un acte de violation des obligations inhérentes à son

service ou des obligations de fidélité à la Société. Sont également interdits ces mêmes comportements adoptés pour faire tenir à BAMBINI un intérêt ou un avantage indu ou illicite.

Notamment dans le cadre des rapports avec des acteurs tiers privés, BAMBINI demande à tous les destinataires de la Charte de :

- ne pas donner ou promettre, même par le biais d'intermédiaires, d'avantages d'une quelconque nature dont pourrait découler un quelconque avantage improprie pour la Société ;
- ne pas accepter de compensations qui ne trouvent pas de justification pertinente pour la prestation fournie ;
- éviter les situations de conflit d'intérêts ;
- assurer synthétiquement la cohérence entre les bénéficiaires des paiements et les exécuteurs des prestations.

L'administrateur unique, les membres du conseil de surveillance, les dirigeants et d'une manière générale les salariés et les collaborateurs qui, en fonction de leur rôle, auraient accès à des informations non disponibles auprès du public et en mesure d'influencer la valeur d'instruments financiers cotés (informations *sensibles sur les prix*), ne doivent pas exploiter ces informations pour des abus ou des manipulations du marché ni les diffuser à l'intérieur ou à l'extérieur de la Société.

La communication aux médias d'information joue un rôle important pour créer l'image de la société ; c'est pourquoi toutes les informations concernant BAMBINI doivent être fournies de manière vraie et homogène et uniquement par les salariés responsables de la communication aux médias. Aucun des autres salariés ne doit fournir d'informations non publiques relatives à la société à des représentants des médias, ni avoir avec eux aucun type de contact visant à diffuser des informations sur l'entreprise réservées, en prenant soin de communiquer à la personne ou à la fonction compétente toute question posée par les médias.

### **3.5 Rapports avec les tiers en relation avec la gestion administrative et financière**

#### *3.5.1 Principes de bonne administration*

BAMBINI poursuit son objet social dans le respect de la loi et de l'État en assurant le bon fonctionnement des organes sociaux et la protection des droits des actionnaires, en préservant l'intégrité du capital social et son patrimoine.

BAMBINI condamne tout comportement, adopté par quiconque, visant à altérer le caractère correct et vrai des données et des informations contenues dans les bilans, dans les relations ou dans les autres communications sociales prévues par la loi et à l'adresse des actionnaires et du public.

BAMBINI exige que l'administrateur unique, les responsables de fonction et les salariés en général, tiennent une conduite correcte et transparente dans l'exercice de leur fonction, surtout en relation avec toute demande avancée par les actionnaires et/ou par le conseil de surveillance et/ou par l'Organisme de vigilance dans l'exercice de leurs fonctions institutionnelles respectives.

Tout comportement de l'administrateur unique visant à occasionner une atteinte à l'intégrité du patrimoine social est interdit.

L'administrateur unique ne doit effectuer aucun type d'opération sur les titres de la société susceptible de provoquer un dommage aux créditeurs.

Il est interdit d'accomplir tout acte, simulé ou frauduleux, dans le but d'influencer la volonté des membres de l'assemblée des actionnaires pour obtenir la formation irrégulière d'une majorité et/ou une décision différente de celle qui aurait été prise.

Il est interdit de diffuser intentionnellement des fausses informations dans et hors de la Société, concernant la Société, ses salariés, les collaborateurs et les tiers qui opèrent pour elle, avec la pleine conscience ou connaissance de leur caractère erroné.

Les organes de la Société et leurs membres, les salariés et les actionnaires, à l'occasion de vérifications et d'inspections de la part des autorités publiques compétentes, doivent faire preuve de la plus grande disponibilité et collaboration sans entraver en aucune manière les fonctions des organes d'inspection, de contrôle et des autorités judiciaires. À cet égard, il est indispensable de tenir une conduite transparente et responsable dans la prédisposition des signalements périodiques et de toutes les autres communications à envoyer à ces autorités sur la base des normes législatives et réglementaires.

### 3.5.2 Gestion comptable

La rédaction du bilan et de tout autre type de documentation comptable doit respecter les lois et les réglementations en vigueur en plus d'adopter les pratiques et les principes comptables les plus avancés, représentant fidèlement les faits de gestion selon des critères de clarté, de véracité et de correction par rapport aux procédures internes.

BAMBINI applique les conditions nécessaires pour garantir un enregistrement comptable transparent en se basant sur les principes de véracité, de précision, d'exhaustivité et de clarté des informations.

Les informations, avec les caractéristiques susmentionnées, représentent et constituent une valeur fondamentale pour BAMBINI et garantissent aux actionnaires et aux tiers la possibilité d'effectuer des évaluations claires de la situation économique, patrimoniale et financière de l'organisation.

Pour garantir cela, la documentation des faits de gestion doit être reportée en comptabilité en soutien de l'enregistrement et doit être complète, claire, véridique, précise et valide et elle doit être conservée en intégralité, pour toute vérification opportune, pendant la période prescrite par la loi.

Les enregistrements et les évaluations des entrées et des éléments économiques et patrimoniaux doivent nécessairement se baser sur des critères raisonnables et de prudence.

Quiconque viendrait à connaissance de possibles omissions, falsifications, irrégularités dans la tenue de la comptabilité et de la documentation de base, ou de violations des principes/règlements/procédures fixés dans le Modèle d'organisation et dans la Charte, est tenu d'en référer sans délai aux organes de contrôle. Ces violations citées revêtent un caractère disciplinaire et sont sanctionnées de manière appropriée en conformité avec les conventions collectives adoptées par la société, dans la mesure où elles sont considérées comme ébranlant le rapport de confiance avec la Société.

En référence aux déclarations précédentes, il est à souligner qu'il est absolument interdit de donner ou de promettre de l'argent ou d'autres avantages à des administrateurs, des directeurs généraux, des dirigeants préposés à la rédaction des documents comptables de la société, aux membres du conseil de surveillance, à des liquidateurs et autres personnes soumises à la direction d'autrui en échange de manipulation des documents comptables dans le but d'omettre ou de falsifier des faits importants concernant la gestion économique, administrative et patrimoniale de la société.

### **3.6 Rapports avec des organisations politiques et syndicales**

Tout rapport de la société avec des organisations syndicales, des partis politiques et leurs représentants ou candidats

doit être empreint des principes de transparence et de correction les plus élevés. Les contributions économiques de la part de la société sont admises uniquement si imposées ou expressément permises par la loi et, dans ce dernier cas, autorisées par les sociétaires de la direction.

D'éventuelles contributions de la part des salariés de BAMBINI ainsi que l'activité qu'ils fournissent, sont à considérer exclusivement versés à titre personnel et volontaire.

### **3.7 Communauté**

BAMBINI et ses salariés s'engagent fortement à adopter un comportement socialement responsable, en respectant les valeurs incontournables d'un environnement propre et d'un poste de travail salubre et sûr, en garantissant que les cultures et les traditions de chaque pays d'activité sont observées et respectées.



Conformément aux conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail (OIT), la société n'a pas recours au travail des enfants, c'est-à-dire qu'elle n'emploie pas de personnes d'un âge inférieur à celui établi par les législations du lieu où la prestation de travail est effectuée et, dans tous les cas, d'un âge inférieur à quinze ans, sauf exceptions expressément prévues par les conventions internationales et éventuellement par la législation locale. La société s'engage en outre à ne pas instaurer de rapports d'affaires avec des fournisseurs qui ont recours au travail des enfants, tel que défini ci-dessus.

## APPLICATION ET GARANTIES

BAMBINI s'engage à atteindre les normes les plus élevées de *meilleures pratiques* par rapport à ses responsabilités morales, sociales et commerciales à l'égard des personnes concernées.

La Charte définit les attentes de la société vis-à-vis des personnes qui en font partie et les responsabilités qu'elles doivent endosser pour des comportements cohérents.

La *direction*, les secteurs et les diverses fonctions de BAMBINI ont la responsabilité de faire en sorte que ces attentes soient comprises et mises en pratique par les salariés. La *direction* doit s'assurer que les engagements exprimés dans la Charte sont tous appliqués dans chaque secteur de la société.

La société encourage les salariés à s'adresser à leur supérieur direct et à l'organisme de vigilance dans chaque situation inhérente à la Charte, où ils pourraient avoir un doute sur le comportement qui serait le plus approprié. Une réponse dans les plus brefs délais doit être apportée à toutes les demandes

d'éclaircissement, sans qu'il n'y ait aucun risque pour le salarié de subir une forme quelconque, même indirecte, de rétorsion.

Des procédures de sanction éventuelles pour violation de la Charte sont adoptées par les supérieurs hiérarchiques, si nécessaire après consultation des membres de l'organisme de vigilance, en cohérence avec les normes en vigueur et les conventions collectives ou d'entreprise correspondantes, et sont proportionnelles à la violation spécifique de la Charte.

Constitue une violation de la Charte toute forme de rétorsion vis-à-vis de quiconque a fait un signalement de bonne foi de violations possibles de la Charte ou des demandes d'éclaircissement sur les modalités d'application de la Charte.

Constitue également une violation de la Charte le comportement de quiconque devrait accuser d'autres salariés de violation de la Charte tout en sachant que cette violation n'existe pas.

Les violations de la Charte peuvent entraîner la fin du rapport de confiance entre la société et le salarié, avec les conséquences contractuelles et législatives vis-à-vis du rapport de travail prévues par les normes en vigueur.

D'éventuelles dérogations, même uniquement partielles et limitées dans le temps et dans l'objet, aux prescriptions visées dans la Charte, peuvent être autorisées exclusivement pour des motifs sérieux et justifiés uniquement par l'administrateur unique de BAMBINI sur consultation de l'organisme de vigilance.

L'organisme de vigilance mène des activités périodiques d'audit sur le fonctionnement de la Charte, dont les résultats, également dans le but de suggérer des modifications ou des ajouts à la Charte, sont présentés périodiquement à l'administrateur unique.